Re Ahrens

AFFAIRE INTÉRESSANT :

**Les Règles des courtiers membres
de l'Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières**

et

Robert Justin Ahrens

2014 OCRCVM 13

Formation d'instruction
de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
(section du Pacifique)

Audience tenue du 16 au 19 septembre et le 29 octobre 2013 à Vancouver (Colombie-Britannique)
Décision rendue le 17 mars 2014

Formation d'instruction

M. Stephen D. Gill, président, M. Chris Lay et M^{me} L. Karen Henderson

Comparutions

M^{me} Kathryn Andrews, avocate de la mise en application

M. Robert Justin Ahrens, présent

DÉCISION AU FOND

INTRODUCTION

¶ 1 Dans un avis d'audience daté du 15 février 2013, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) a allégué que Robert Justin Ahrens (l'intimé) a commis la contravention suivante :

Au cours de la période allant de décembre 2008 à mars 2009, Robert Justin Ahrens, à titre de directeur de succursale, n'a pas exercé une surveillance adéquate sur la représentante inscrite Doreen Lowe, en contravention de l'article 2 de la Règle 1300 et de la Règle 2500 des courtiers membres de l'OCRCVM.

¶ 2 L'OCRCVM a ensuite exposé dans 17 paragraphes les Détails, soit un résumé des faits allégués et invoqués par le personnel. Le premier paragraphe fournit un résumé utile des allégations dans la présente affaire :

Aperçu

À la fin de 2008 et au début de 2009, Justin Ahrens, à titre de directeur de succursale, a fait défaut de prendre des mesures raisonnables et adéquates pour surveiller les activités de négociation de Doreen Lowe sur deux titres dans certains comptes de clients chez Corporation Recherche Capital (devenue Corporation Mackie Recherche Capital) à Vancouver. Après une brève absence du bureau, le lendemain du jour où il est entré dans ses fonctions de directeur de

succursale, M. Ahrens a levé des restrictions de négociation imposées à M^{me} Lowe par l'ancien directeur de succursale, sans s'occuper des préoccupations qui avaient mené à l'imposition de celles-ci. Au lieu de ces restrictions, M. Ahrens a imposé des conditions aux activités de négociation de M^{me} Lowe, mais n'a pas assuré le suivi du respect par M^{me} Lowe de ces conditions. Dans les trois mois suivants, M^{me} Lowe a facilité des activités de négociation suspectes, M. Ahrens n'exerçant qu'une surveillance minime.

¶ 3 Le 22 avril 2013 ou vers cette date, M. Ahrens a déposé une réponse à l'avis d'audience, dans laquelle il a exposé sa position et/ou formulé des commentaires sur les allégations et les détails de l'avis d'audience. Dans de nombreux cas, M. Ahrens a reconnu que les faits exposés dans les Détails étaient exacts sur le plan factuel, mais il les a contestés au motif qu'ils constituaient [TRADUCTION] « du oui-dire et des conjectures ». Par exemple, au sujet de l'aperçu, sa réponse dit :

[TRADUCTION] Bien que ce paragraphe contienne des déclarations factuelles, je contesterai la plus grande partie de cette formulation comme constituant du oui-dire et des conjectures. Il s'agit fondamentalement d'un paragraphe de création littéraire qui ne contient qu'une partie de l'histoire de demi-vérités dans une tentative de me faire paraître sous un mauvais jour. Je vais tenter de démontrer que j'ai suivi un processus logique dans ma décision de permettre les opérations, et dans ma surveillance de M^{me} Lowe et des modalités prescrites; au moyen de témoignages et de correspondance par courriels comme preuve.

En outre, dans sa réponse, il a reconnu, à propos des Détails, que les paragraphes 2 à 8 étaient exacts sur le plan factuel. À propos du paragraphe 9, il a accepté la déclaration comme exacte, mais a contesté l'affirmation que c'étaient des « signaux d'alarme » comme une conjecture.

¶ 4 En outre, en réponse au paragraphe 9 (les signaux d'alarme), il a estimé que les déclarations étaient exactes sur le plan factuel, mais a contesté leur pertinence [TRADUCTION] « ... étant donné que la responsabilité de toutes les fonctions liées au crédit revient au siège social et n'a jamais été déléguée au directeur de succursale... ».

LA NORME DE PREUVE

¶ 5 On n'a pas contesté la position de l'OCRCVM selon laquelle la norme de preuve est la preuve selon la prépondérance des probabilités. Dans l'arrêt *F. H. c. McDougall*¹, le juge Rothstein s'exprimant au nom de la Cour a dit :

40. Comme l'a fait la Chambre des lords, notre Cour devrait selon moi affirmer une fois pour toutes qu'il n'existe au Canada, en common law, qu'une seule norme de preuve en matière civile, celle de la prépondérance des probabilités. Le contexte constitue évidemment un élément important et le juge ne doit pas faire abstraction, lorsque les circonstances s'y prêtent, de la probabilité ou de l'improbabilité intrinsèque des faits allégués non plus que de la gravité des allégations ou de leurs conséquences. Toutefois, ces considérations ne modifient en rien la norme de preuve...

¶ 6 Nous avons appliqué cette norme pour prendre notre décision sur les allégations et sur la preuve présentée.

¶ 7 Dans l'affaire *Re Floyd et McDonald*², à propos du degré de preuve exigé, la formation a dit :

10. ... Ainsi qu'il a été dit dans l'affaire *Re Boulieris* (2004) 27 OSCB, conf. par [2005] O.J. No. 1984 (C. div. Ont.) :

[TRADUCTION] [33] Le degré de preuve exigé... est le suivant : pour arriver à une conclusion de fait, il faut que le tribunal soit raisonnablement convaincu que le fait est

¹ *F.H. c. McDougall*, 2008 CSC 53, aux paragr. 40, 44 à 46 et 49.

² *Re Floyd et McDonald*, 2013 OCRCVM 04.

survenu; et cela dépend de la totalité des circonstances, notamment la nature et les conséquences des faits à prouver, la gravité des allégations portées et la sévérité des conséquences qui découleront d'une conclusion donnée. Voir les décisions *Re Bernstein and College of Physicians and Surgeons of Ontario* (1977), 15 O.R. (2d) 447 à la page 470 (C. div. Ont.) et *Re Coates et al. and Registrar of Motor Vehicle Dealers and Salesmen*, (1988), 65 O.R. (2d) 526 à la page 536 (C. div. Ont.).

[34] L'affaire *Bernstein* pose le principe que des accusations graves contre une personne ne peuvent être établies d'une manière jugée raisonnablement convaincante par une formation disciplinaire au moyen de témoignages fragiles ou suspects, les éléments de preuve servant à établir les accusations doivent être d'une qualité telle et en quantité telle qu'ils amènent une formation disciplinaire agissant avec soin et avec prudence à la conclusion juste et raisonnable que la personne est coupable de ces chefs d'accusation. **Le degré de preuve nécessaire doit être rien de moins qu'une preuve claire et convaincante et reposant sur des éléments de preuve forts qui sont acceptés par le tribunal. Voir les affaires *Bernstein* à la page 485 et *Coates* à la page 536. (non souligné dans l'original)**

Nous avons appliqué ce critère pour arriver à notre décision.

LA SURVEILLANCE

¶ 8 Les parties pertinentes de la Règle 2500, intitulée « Normes minimales de surveillance des comptes de clients de détail », sont reproduites ci-dessous :

La présente Règle fixe les normes minimales du secteur pour la surveillance des comptes au détail. Ces normes ont été élaborées par le groupe mixte de la conformité (maintenant la section des affaires juridiques et de la conformité).

Ces normes constituent les exigences minimales nécessaires pour s'assurer que le courtier membre a mis en place des procédures de surveillance adéquates de l'activité des comptes de clients de détail. Cette Règle :

- (a) ne décharge pas les courtiers membres de leur obligation de se conformer aux statuts, aux règles, aux règlements et aux principes directeurs spécifiques des OAR ni aux dispositions des lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent à des opérations ou à des comptes donnés;
- (b) n'empêche pas les courtiers membres d'établir des normes plus strictes de surveillance et, dans certains cas, de telles normes peuvent s'avérer nécessaires pour assurer une surveillance adéquate.

Les principes suivants ont servi à l'élaboration de ces normes minimales :

- (a) Dans la présente Règle, par « examen », on entend un premier dépistage des points devant faire l'objet d'une enquête approfondie ou l'examen d'une activité de négociation inhabituelle ou les deux à la fois. Cela ne signifie pas que chaque opération ciblée par le processus de sélection de la présente Règle doit être examinée. Le surveillant doit faire preuve de discernement lorsqu'il sélectionne les points devant faire l'objet d'une enquête approfondie.

- (c) La responsabilité du respect de la règle « connaître son client » et de la pertinence des objectifs de placement du client incombe principalement au représentant inscrit. Dans la présente Règle, les normes de surveillance concernant la règle « connaître son client » et la pertinence visent à donner aux surveillants des indications sur la façon de surveiller

comment les représentants inscrits s'acquittent de cette responsabilité.

¶ 9 Le paragraphe I, C, 1. de la Règle 2500 prévoit : « Les surveillants peuvent déléguer les tâches, mais non la responsabilité. »

¶ 10 Le paragraphe III de la Règle 2500, intitulé « Surveillance des comptes dans les succursales », prévoit :

Introduction

Chaque directeur de succursale doit prendre certaines mesures internes afin d'évaluer l'observation des exigences réglementaires et des politiques du membre. Ces mesures doivent permettre d'identifier le non-respect de la politique et des procédures prescrites et fournir le moyen de découvrir et de traiter les opérations de compte indésirables.

A. Examens quotidiens

1. Le directeur de succursale (ou la personne responsable) doit examiner les opérations du jour précédent, en utilisant tous les moyens utiles. Cet examen est effectué afin d'essayer de détecter ce qui suit :

les opérations ne convenant pas à un client;

la concentration excessive de titres;

le nombre excessif d'opérations;

les opérations sur des titres de négociation restreinte;

le conflit d'intérêts entre les activités d'un représentant inscrit et les opérations d'un client;

le nombre excessif de transferts d'opérations, d'annulations d'opérations, etc., indiquant la possibilité d'opérations non autorisées;

les stratégies de négociation inadéquates ou à risque élevé;

la détérioration de la qualité du portefeuille d'un client;

le nombre excessif ou abusif d'opérations croisées entre clients;

les opérations incorrectes d'employés;

les opérations effectuées par un représentant tirant parti du fait qu'il connaît les intentions de son client;

les changements de numéro de compte;

les paiements tardifs;

les appels de marge non réglés;

le non-respect des restrictions internes relatives aux opérations.

2. En plus de l'activité relative aux opérations, les directeurs de succursale doivent également se tenir informés quant à d'autres questions se rapportant aux clients telles que :

les plaintes de clients;

les infractions aux règlements relatifs aux comptes au comptant;

les ventes à découvert non déclarées;

les transferts de fonds et de titres entre des comptes non reliés ou entre des comptes de professionnels et des comptes de clients ou les transferts de dépôts entre des comptes de professionnels et des comptes de clients;

les opérations avec couverture insuffisante.

B. Examens mensuels

1. Les relevés mensuels des clients et du personnel de la succursale doivent être examinés tous les mois; cet examen doit englober les points exposés dans l'examen des activités quotidiennes.
2. Il peut s'avérer impossible d'examiner tous les relevés produits. Toutefois, les directeurs de succursale doivent examiner tous les relevés mensuels sur lesquels figurent des commissions brutes de 1 500 \$ ou plus pour le mois.
3. Tous les comptes de non-clients pour lesquels un relevé est produit doivent faire l'objet d'un examen mensuel.
4. Cet examen doit être effectué dans les 21 jours qui suivent la période visée par le relevé sauf empêchement dans des circonstances particulières.

¶ 11 La Règle 1300, Contrôle des comptes, prévoit :

2.

- (a) Un courtier membre doit désigner un administrateur, un associé ou un dirigeant ou, dans le cas d'une succursale, un directeur relevant directement de l'administrateur, de l'associé ou du dirigeant désigné qui est responsable de l'ouverture de nouveaux comptes **et du contrôle de l'activité des comptes...** L'administrateur, l'associé ou le dirigeant, selon le cas, **est chargé d'établir et de maintenir des procédures de contrôle des comptes et ces personnes ou, dans le cas d'une succursale, le directeur de succursale, doivent veiller à ce que le traitement des affaires des clients soit dans les limites d'une conduite professionnelle, corresponde à des principes de commerce justes et équitables et ne soit pas préjudiciable aux intérêts du secteur des valeurs mobilières.** Dans le cadre de ce contrôle, chaque nouveau compte doit être ouvert au moyen d'un formulaire d'ouverture de compte qui comporte, minimalement, les renseignements requis dans le Formulaire 2... (*non souligné dans l'original*)

¶ 12 Dans l'affaire *Re Floyd et McDonald*³, la formation a traité des obligations de surveillance du directeur de succursale:

11 L'affaire *Re Mills* [2000] IDACD 41 a décrit les obligations de surveillance du directeur de succursale en ces termes (à la page 3) :

[TRADUCTION] ... l'article 1 du Règlement 1300... oblige chaque membre à faire preuve de la diligence voulue pour connaître les faits essentiels relatifs à tous ses clients ainsi qu'à tous les ordres ou comptes acceptés (l'obligation de connaissance du client) et de veiller à ce que les recommandations faites pour un compte conviennent au client et correspondent à ses objectifs de placement (l'obligation de convenance).

... (le Principe directeur) exige que le formulaire d'ouverture de compte soit rempli pour chaque compte, de façon que le représentant inscrit et le personnel de surveillance aient la possibilité « d'effectuer l'examen nécessaire pour s'assurer que les recommandations formulées à l'égard d'un compte conviennent au client et soient conformes à ses objectifs de placement » et pour s'assurer « que toutes les recommandations relatives à un compte sont appropriées pour le client et qu'elles respectent ses objectifs de placement »...

Le Principe directeur oblige aussi le directeur de succursale à examiner les activités courantes dans les comptes de la succursale... **L'examen quotidien doit « essayer de**

³ *Re Floyd et McDonald*, 2013 OCRCVM 04.

détecter, notamment, » les opérations ne convenant pas à un client, la concentration excessive de titres, le nombre excessif d'opérations, les stratégies de négociation inadéquates ou à risque élevé et la détérioration de la qualité du portefeuille d'un client. En outre, le directeur de succursale doit également se tenir informé quant à d'autres questions se rapportant aux clients telles que les plaintes, les ventes à découvert non déclarées, les opérations avec couverture insuffisante. *(non souligné dans l'original)*

12 L'affaire *Re Mills* établit que le critère à appliquer est celui du caractère raisonnable (à la page 10) :

[TRADUCTION] M. Mills a-t-il pris les mesures de surveillance qui étaient raisonnablement nécessaires compte tenu de l'information qu'il avait à sa disposition et de ses obligations en vertu du Principe directeur? La réponse... doit se fonder sur les faits relatifs aux comptes, à la lumière des normes du secteur à l'époque et des pratiques suivies chez (le courtier).

Ce critère s'applique à l'intimé dans la présente affaire.

¶ 13 Dans l'affaire *Re Youden*⁴, la formation a aussi traité des obligations de surveillance du directeur de succursale, disant :

[TRADUCTION]

(i) Les obligations de surveillance du directeur de succursale

11 L'article 2 du Règlement 1300 de l'Association prévoit que chaque membre de l'Association doit désigner un directeur de succursale dans chacune de ses succursales. Le directeur de succursale est responsable, notamment, de l'ouverture des comptes et du contrôle de l'activité des comptes à la succursale et doit « veiller à ce que le traitement des affaires des clients soit dans les limites d'une conduite professionnelle, corresponde à des principes de commerce justes et équitables et ne soit pas préjudiciable aux intérêts du secteur des valeurs mobilières ».

12 L'article 2, s'il établit les obligations de surveillance, ne précise pas les procédures ou les normes à suivre dans l'exécution de celles-ci. Elles sont contenues dans le Principe directeur n° 2 de l'Association, intitulé « Normes minimales de surveillance des comptes au détail », normes qui ont été élaborées par le groupe mixte de la conformité. Comme le titre l'indique, ce texte prescrit « les normes minimales nécessaires » pour assurer le respect de l'article 2 du Règlement 1300. Ce texte prévoit expressément que le Principe directeur n° 2 n'empêche pas les membres d'établir des normes plus strictes de surveillance et que, « **dans certains cas, de telles normes peuvent s'avérer nécessaires pour assurer une surveillance adéquate** » *(non souligné dans l'original)*.

13 ... Le directeur de succursale est tenu de se conformer à tous les statuts et à toutes les règles de l'Association qui sont applicables aux membres. Les normes de surveillance du Principe directeur n° 2 visent à fournir au directeur de succursale et aux autres surveillants une liste de contrôle en vue de la surveillance de la façon dont les obligations de connaissance du client et d'évaluation de la convenance sont exécutées par les représentants inscrits, qui en sont principalement responsables.

14 Le Principe directeur n° 2, en plus d'établir l'importance de recueillir des renseignements au sujet du client à l'occasion de l'ouverture des comptes, **oblige le directeur de succursale à examiner les activités courantes dans les comptes de la succursale, sur une base quotidienne et sur une base mensuelle. Le directeur de**

⁴ *Re Youden*, [2005] I.D.A.C.D. No. 52.

succursale doit examiner l'activité quotidienne de chaque compte au plus tard le lendemain, en vue de repérer l'activité inhabituelle ou d'autres points devant donner lieu à une enquête ou un examen plus approfondis. Le Principe directeur n° 2 définit l'« examen » d'une nature quelconque comme « un examen préliminaire visant à déceler les points devant faire l'objet d'une enquête approfondie ou l'examen d'une activité du marché inhabituelle ou les deux à la fois ». Le Principe directeur n° 2 prévoit que l'examen quotidien doit « essayer de détecter notamment les opérations ne convenant pas à un client, la concentration excessive de titres, le nombre excessif d'opérations, les stratégies de négociation inadéquates ou à risque élevé, la détérioration de la qualité du portefeuille d'un client, les opérations effectuées par un représentant tirant parti du fait qu'il connaît les intentions de son client, les appels de marge non réglés. Les directeurs de succursale doivent également se tenir informés quant à d'autres questions se rapportant aux clients telles que les plaintes de clients, les ventes à découvert non déclarées, les infractions aux règlements relatifs aux comptes au comptant et les opérations avec couverture insuffisante (*non souligné dans l'original*)

15. **De même, il faut également effectuer un examen mensuel des comptes de clients pour détecter la possibilité du même type d'activités que dans les examens quotidiens.** En vertu du Principe directeur n° 2, M. Youden à titre de directeur de succursale était obligé de procéder à un examen des relevés mensuels dans les 21 jours qui suivent la période visée par le relevé, sauf empêchement dans des circonstances particulières. Le Principe directeur n° 2 a reconnu qu'il peut s'avérer impossible d'examiner sur une base mensuelle tous les relevés produits, mais exigé que le directeur de succursale examine tous les relevés mensuels sur lesquels figurent des commissions brutes de 1 000 \$ ou plus pour le mois. En outre, la preuve des examens, comme les enquêtes menées, les réponses reçues, la date de réception, doit être conservée pendant deux ans. (*non souligné dans l'original*)

LA PREUVE

¶ 14 Au cours de l'audience, M. Ahrens s'est opposé à certains éléments de la preuve que souhaitait présenter l'OCRCVM sur le fondement qu'ils avaient été communiqués après le délai convenu. Après avoir considéré les observations des parties, la formation a déterminé que les éléments de preuve semblaient être pertinents et que leur présentation ne causait pas de préjudice à l'intimé, de sorte qu'elle les a admis.

¶ 15 À l'audience, l'avocate de l'OCRCVM a cité comme témoin principal M^{me} Pat Gerada, enquêtrice principale à l'OCRCVM. Nous avons jugé que M^{me} Gerada était un témoin très crédible. L'OCRCVM a aussi présenté une preuve documentaire (pièces 1 à 5 et 6 à 8) et deux transcriptions des entrevues sous serment de l'intimé : la première déclaration (pièce 1, onglet 6) était une entrevue menée le 28 avril 2010, où l'intimé était interrogé en personne par Carolyn Bean et Pat Gerada, enquêtrices à l'OCRCVM, en présence aussi de Kathryn Andrews, l'avocate de l'OCRCVM. L'entrevue était détaillée et la transcription fait 75 pages; elle s'est déroulée aux bureaux de l'OCRCVM à Vancouver.

¶ 16 Cette entrevue a été poursuivie plus d'un an plus tard, le 21 juin 2011, par téléphone, avec la participation des bureaux de l'OCRCVM de Toronto et de Vancouver; étaient présents Carolyn Bean et Kathryn Tanaka, une autre enquêtrice de l'OCRCVM, et Kathryn Andrews, l'avocate de l'OCRCVM. La transcription de la deuxième entrevue fait 28 pages (pièce 1/7).

¶ 17 Le personnel a aussi présenté en preuve la déclaration sous serment de M. Andrew Dunlop, également directeur de succursale (pièce 1/8), entrevue téléphonique menée le 10 juin 2010 par M^{me} Gerada, à Vancouver, et M. Doug Cope, chef des enquêtes à l'OCRCVM, à Toronto.

¶ 18 L'avocate de l'OCRCVM a aussi renvoyé la formation à la décision d'une formation de l'OCRCVM concernant Doreen Lowe et un autre représentant inscrit, *Re Myatovic et Lowe*, 2012 OCRCVM 47, le 31 juillet

2012⁵, (pièce 1/10). Dans cette décision, la formation a dit :

330. En somme, nous parvenons à la conclusion que la preuve qui nous a été présentée est claire, forte et convaincante, selon la prépondérance des probabilités, que les intimés ont facilité une activité de négociation manipulatrice ou suspecte dans les comptes de négociation en organisant au préalable des transactions et en acceptant des directives de la part de M. TSP qui n'était pas le titulaire de compte.

DÉCISION À L'ÉGARD DU CHEF 2

341. Nous parvenons à la conclusion qu'**au cours de la période du mois d'avril 2008 au mois de mars 2009**, M^{me} Lowe a manqué à son obligation de protection du public en facilitant une activité de négociation manipulatrice ou suspecte dans plusieurs comptes de clients par l'organisation au préalable de transactions et l'acceptation de directives de la part d'une personne qui n'en était pas le titulaire de compte, se livrant ainsi à une conduite inconvenante, en violation de l'article 1 du Statut 29 de l'ACCOVAM et de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM. (*non souligné dans l'original*)

Nous notons que la période examinée dans l'affaire *Lowe* précitée comprend la période des faits reprochés en l'espèce. On nous a informés que cette décision a été portée en appel.

L'HISTORIQUE DE L'INSCRIPTION DE M. AHRENS

¶ 19 M. Ahrens est devenu une personne inscrite en 2000; il avait été employé comme codirecteur de succursale et/ou directeur de succursale adjoint pendant environ un an et demi chez deux autres sociétés membres avant les événements examinés chez Recherche Capital. De plus, M. Ahrens a été directeur de succursale chez Recherche Capital à trois reprises : du 9 janvier 2008 au 7 mars 2008; du 23 juillet 2008 au 13 août 2008 et du 2 décembre 2008 au 11 février 2011, soit au total, environ 26 mois. M. Ahrens a également été directeur de succursale adjoint chez Recherche Capital à deux reprises : du 23 octobre 2006 au 9 janvier 2008 et du 7 mars 2008 au 23 juillet 2008, soit une période d'environ 4 ½ mois. En contre-interrogatoire, M. Ahrens a convenu qu'il avait été directeur de succursale chez trois sociétés : TD Waterhouse, Gateway Securities et Recherche Capital, qu'il avait suivi le cours à l'intention des directeurs de succursale et passé l'examen pour les AAD et qu'il avait suivi des cours de formation continue en 2007 et 2008. On nous a informés que Recherche Capital avait fait l'objet d'une fusion avec Mackie Capital à un certain moment, pour devenir Mackie Recherche. Dans la présente décision, nous désignons toujours comme « Recherche » le courtier membre qui employait l'intimé au cours de la période des faits reprochés.

¶ 20 De plus, l'intimé a reconnu en contre-interrogatoire qu'il connaissait bien la Règle 2500 et l'article 2 de la Règle 1300 de l'OCRCVM et qu'il connaissait, de par son expérience à titre de directeur de succursale, quelles étaient ses responsabilités à titre de directeur de succursale chez chaque société membre où il a travaillé. Il a aussi reconnu qu'il avait accès au Manuel de politiques et procédures (en ligne) de son employeur en décembre 2008. M^{me} Gerada a dit qu'elle avait vu un manuel de politique et procédures daté de mars 2009, mais aucun manuel pour la période des faits reprochés n'avait été examiné par elle ou produit en preuve.

¶ 21 M. Ahrens a témoigné qu'il n'avait pas reçu de formation particulière pour le poste de directeur de succursale chez Recherche, mais qu'il avait reçu certaines indications au sujet de la surveillance, en particulier qu'on lui avait enseigné comment s'occuper du relevé quotidien des opérations (pièce 1/7/84).

¶ 22 Il est donc clair que, compte tenu de son ancienneté et de son expérience dans le secteur des valeurs mobilières, M. Ahrens était à l'époque des faits reprochés une personne inscrite possédant une ample expérience dans le secteur des valeurs mobilières et que, de son propre aveu, il était au courant de ses obligations et responsabilités à titre de directeur de succursale.

LES OPÉRATIONS EN 2007-2008

⁵ *Re Myatovic et Lowe*, 2012 OCRCVM 47.

¶ 23 Doreen Lowe, représentante inscrite, avait été l'objet de vérifications faites par M. Ahrens et par d'autres, y compris le Service de la conformité, chez Recherche en 2007. La preuve contient un certain nombre de courriels qui indiquent que l'intimé et d'autres personnes chez Recherche savaient qu'il existait des problèmes au sujet des opérations de M^{me} Lowe en 2007. Par exemple, un courriel daté du 27 juin 2007 (pièce 4, onglet 33, page 819) de Fabian DiGiovanni, agent de conformité, à M. Ahrens disait :

[TRADUCTION] Les opérations de Doreen Lowe sur Great Pacific International Inc. (GPI) – pendant qu'elle était chez Wolverton – font l'objet d'une enquête de l'ACCOVAM. J'ai noté que trois de ses clients ont effectué des opérations sur GPI hier et que deux des clients ont effectué une application ensemble. Il semble aussi que deux des clients ont été sollicités. Le volume total de GPI était 86 025. Je sais qu'aucun des clients n'est indiqué comme initié sur SEDI, mais veuillez en parler à Doreen et faites-moi savoir si les clients ont une relation avec la société ou entre eux. Faites-moi aussi savoir sur quoi se fondaient les sollicitations. Enfin, Erica Fearn avait aussi quelques clients qui ont vendu GPI hier; faites-moi savoir s'il existe une sorte de relation de travail entre les conseillers et l'un de leurs clients. Merci.

¶ 24 Le courriel énumérait ensuite trois opérations sur GPI : une vente de 37 000 actions à 1,03 \$, un achat de 21 000 actions à 1,06 \$, sollicité, et une vente de 21 000 actions à 1,06 \$, non sollicitée. M. Ahrens a répondu par courriel le 11 juillet 2007 et a transmis la réponse que lui avait donnée M^{me} Lowe, niant que les clients aient une relation quelconque.

¶ 25 Dans un courriel, le 17 juillet 2008, M. Ahrens dit à M^{me} Lowe :

[TRADUCTION] Hé, opérations étranges sur OSE Corp hier, achats et ventes, tous non sollicités, un compte d'un couple. J'ai besoin que vous m'indiquiez les comment et les pourquoi, merci.

Le courriel énumérait ensuite 15 opérations sur OSE effectuées par M^{me} Lowe.

¶ 26 M^{me} Gerada a témoigné au sujet des résultats de l'enquête de l'OCRCVM et de la relation entre un certain nombre de clients de M^{me} Lowe. T.P. était devenu client de M^{me} Lowe chez Recherche en février 2008. T.P. était président, chef de la direction et administrateur de Great Pacific International (GPI), petite société pétrolière et gazière inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX.

¶ 27 OSE Corp. (OSE) était aussi inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX; T.P. s'occupait de placements privés d'OSE et connaissait les initiés à l'égard d'OSE et les personnes qui avaient des liens avec OSE. SNL Enterprises Ltd. (SNL) était une petite société du secteur primaire inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX et T.P. était administrateur et dirigeant de SNL, ainsi qu'initié à l'égard de celle-ci.

¶ 28 À l'époque des faits reprochés, M. Ahrens savait ou aurait pu savoir que T.P. était administrateur et président de GPI, ainsi qu'administrateur et dirigeant de SNL et initié à l'égard de celle-ci. Ces relations avec les émetteurs étaient consignées dans les formulaires de profil de client et étaient aussi imprimées sur les relevés quotidiens d'opérations (aussi appelés relevés de commissions).

LES COMPTES ASSOCIÉS

¶ 29 M^{me} Gerada a témoigné que l'enquête de l'OCRCVM avait révélé un certain nombre de comptes de personnes qui étaient associées à T.P. et qui avaient aussi des comptes auprès de M^{me} Lowe : R.B., S.P., S.N.P., 08...2 BC Ltd., V.P. et P.S. (pièce 2/13 à 2/21). S.N.P. est l'épouse de T.P.; S.P. est la mère de T.P. et habitait à Kelowna; elle avait un compte chez Canaccord.

¶ 30 R.B., qui habite à Surrey, avait été indiqué par T.P. et il avait aussi un compte chez Canaccord.

¶ 31 M.S. était président d'OSE, administrateur d'OSE et aussi administrateur de SNL. P.S. est l'épouse de M.S.

¶ 32 V.P., qui habite à North Vancouver, avait été indiqué par T.P. et avait des comptes chez Canaccord et chez Wolverton; il était administrateur et dirigeant de SNL.

¶ 33 08...2 BC Ltd. (BC Ltd.) était une cliente de M^{me} Lowe dont le dirigeant principal était R.L. R.L. avait des liens avec T.P. et donnait X.M.C. comme son employeur dans son formulaire d'ouverture de compte. Il indiquait aussi qu'il était administrateur de GPI et d'OSE, ainsi qu'initié à l'égard de ces deux sociétés.

¶ 34 Sur le fondement de cette preuve, il est clair que TP était, à l'époque des faits reprochés, étroitement lié aux trois émetteurs GPI, OSE et SNL. Étant donné les rapports de T.P. avec M^{me} Lowe et le schéma de ses opérations, M. Ahrens savait ou aurait dû savoir que celui-ci, au cours de la période des faits reprochés, avait des rapports avec de nombreux clients de M^{me} Lowe liés à ces trois émetteurs.

¶ 35 En outre, les rapports quotidiens sur les commissions de décembre 2008 et février 2009, qui ont été paraphés par M. Ahrens, indiquent clairement les relations avec les émetteurs et donc les rapports entre certains des comptes de clients de M^{me} Lowe. (Pièces 6/3, 6/5 et 6/6).

¶ 36 M. Ahrens a reconnu, en contre-interrogatoire, qu'il savait que M^{me} Lowe faisait l'objet d'une enquête de l'ACCOVAM en 2007 au sujet de ses opérations sur GPI pendant qu'elle travaillait chez Wolverton (courriel de M. DiGiovanni à M. Ahrens du 27 juin 2007, pièce 4/33/819). M. Ahrens a reconnu, tout en n'étant pas certain, qu'il était possible qu'il ait su que M^{me} Lowe avait été placée sous surveillance étroite en 2007 au moment où elle était chez Recherche. De plus, M. Ahrens savait, au début de février 2009, que l'OCRCVM faisait une enquête sur la surveillance de M^{me} Lowe par Recherche Capital. Nous déduisons que, vu son expérience et ses responsabilités, M. Ahrens savait probablement que M^{me} Lowe était sous surveillance étroite. M^{me} Gerada a indiqué qu'elle ne connaissait pas les pratiques de Recherche en ce qui concerne la responsabilité de remplir les rapports voulus de « surveillance étroite »; elle n'a pas fait de recherche à leur sujet et ces rapports ne font pas partie de la preuve.

¶ 37 Les opérations de M^{me} Lowe posaient des problèmes en 2007 lorsque M. Ahrens et d'autres personnes chez Recherche faisaient des vérifications au sujet de ses opérations dans certains comptes de clients. On trouve un certain nombre de courriels qui établissent que M. Ahrens et d'autres personnes savaient qu'il existait des problèmes à ce moment-là. Par exemple, dans un courriel du 27 juin 2007, M. DiGiovanni (agent de conformité) pose des questions à M. Ahrens au sujet des opérations de M^{me} Lowe sur GPI. Le 10 juillet 2007, M. Ahrens a envoyé un courriel à M^{me} Lowe énumérant trois opérations sur GPI et disait :

[TRADUCTION] S'agissant des opérations sur Great Pacific à la fin de juin. Deux étaient sollicitées et une était une application. Ces clients ont-ils une relation avec la société/entre eux? Aussi, je veux savoir sur quoi se fondaient les sollicitations (les deux premières opérations sont indiquées comme sollicitées).

¶ 38 Dans un courriel à M^{me} Lowe, le 29 août 2007, M. Ahrens indiquait comme objet

[TRADUCTION] opérations de lundi – Great Pacific Intl

Je crois avoir discuté de ce titre auparavant, mais j'ai une demande de la Conformité d'examiner la vente de 20 000 actions pour le compte 5426YA2 et l'achat de 2 500 actions pour le compte 5442KA5. **Ces opérations représentaient la totalité du volume sur Great Pacific lundi.** Je me demandais simplement quelle était la justification de ces opérations : étaient-elles sollicitées ou non sollicitées? Les clients se connaissent-ils l'un l'autre? Y avait-il une application? (*non souligné dans l'original*)

M. Ahrens a témoigné, en contre-interrogatoire, que relativement à ce courriel et au fait que les opérations représentaient « la totalité du volume », il ne pouvait se rappeler s'il était préoccupé à ce moment-là au sujet de ces opérations et il n'a produit aucune note ou aucun courriel à ce sujet.

¶ 39 M^{me} Gerada a noté que le volume de GPI au mois d'août 2007 dépassait 846 000 actions.

¶ 40 Le 29 octobre 2007, dans un courriel à M. Ahrens au sujet de deux des comptes de M^{me} Lowe, M. DiGiovanni a dit :

[TRADUCTION] Justin, les opérations de M^{me} Lowe ont attiré mon attention. Les

opérations des clients constituent plus de la moitié du volume de la séance (le volume de Great Pacific est habituellement assez peu élevé) et ça a l'air qu'il a été perdant sur les opérations. Rien de forcément incorrect dans ces opérations, mais je vous prie de me faire savoir si Doreen sait pourquoi le client a décidé de vendre. Merci.

¶ 41 En effectuant son enquête, M^{me} Gerada a demandé à Recherche de fournir tous les documents de surveillance se rapportant à M^{me} Lowe au bureau de Vancouver; toutefois, il n'y avait pas vérifications consignées provenant du Service de la conformité ou du directeur de succursale au sujet de M^{me} Lowe de l'automne 2007 à juin 2008.

LES OPÉRATIONS DE M^{me} LOWE EN JUILLET 2008

¶ 42 Dans un courriel du 17 juillet 2008 (pièce 4/33/813), M. DiGiovanni demandait à M. Ahrens, relativement à quatre comptes de clients :

[TRADUCTION] Justin, je te prie d'examiner les opérations ci-dessous avec Doreen et fais-moi savoir pourquoi certains clients ont acheté OSE Corp et d'autres l'ont vendu. En particulier, pourquoi certaines des opérations ont été effectuées entre conjoints (les comptes de T.P). Merci

et M. DiGiovanni a ensuite énuméré 15 opérations sur OSE. M. Ahrens a alors envoyé un courriel à M^{me} Lowe (pièce 4/33/815), énumérant les mêmes opérations, lui disant :

[TRADUCTION] Hé, opérations étranges sur OSE Corp hier, achats et ventes, tous non sollicités, un compte d'un couple. J'ai besoin que vous m'indiquiez les comment et les pourquoi, merci.

¶ 43 M. Ahrens a répondu à M. DiGiovanni le lendemain en lui envoyant une copie d'un courriel de M^{me} Lowe tentant d'expliquer pourquoi ils vendaient et achetaient en même temps. On n'a pas produit de notes ou de documents indiquant quelles vérifications avait faites M. Ahrens, s'il en avait fait.

¶ 44 Dans un courriel du 29 juillet 2008, M. DiGiovanni a posé des questions à M. Ahrens au sujet d'un achat d'OSE par M^{me} Lowe, alors que d'autres des clients de M^{me} Lowe vendaient OSE au même moment.

¶ 45 Il est clair que, dans les mois précédant la période des faits reprochés (de décembre 2008 à mars 2009), l'intimé recevait du Service de la conformité des demandes par courriel relatives aux opérations inhabituelles de M^{me} Lowe sur GPI, OSE et SNL. En tant que directeur de succursale d'expérience, M. Ahrens savait ou aurait dû savoir que les opérations de M^{me} Lowe appelaient davantage de vérifications et de surveillance. D'après la preuve produite, M. Ahrens a négligé ou omis d'exercer cette surveillance de façon adéquate.

LES SIGNAUX D'ALARME AU SUJET DES DÉBITS

¶ 46 L'OCRCVM allègue que M. Ahrens, à titre de directeur de succursale, était responsable, en vertu de la Règle 2500, de détecter les paiements en retard et la concentration excessive de titres. Le personnel soutient que les problèmes de débit pour un certain nombre de comptes de clients de M^{me} Lowe étaient si répandus et si graves qu'ils constituaient, ou auraient dû constituer, des signaux d'alarme pour M. Ahrens. Ces signaux d'alarme auraient dû l'amener à effectuer de plus amples vérifications au sujet de ces comptes et de la raison pour laquelle ils se retrouvaient toujours en position de débit, à imposer des restrictions empêchant les clients d'acheter sans déposer d'abord des fonds dans le compte ou à imposer d'autres contrôles. Nous n'ignorons pas que M. Ahrens a témoigné, que, bien qu'il ait été directeur de succursale, le crédit était contrôlé principalement par Toronto, mais à un certain point, particulièrement dans le cas des comptes de clients de M^{me} Lowe, à notre avis, le directeur de succursale aurait dû s'en mêler.

¶ 47 D'après la preuve, M. Ahrens était au courant des problèmes de débit puisqu'on lui transmettait, en copie, divers courriels provenant du Service du crédit en décembre 2008 et février 2009. Par exemple, un courriel du 16 décembre 2008 de Kabita Shukor, administratrice principale de crédit/risque, à Doreen Lowe a été transmis en copie à M. Ahrens. Ce courriel avait pour objet le compte de R.B. et Kabita disait :

[TRADUCTION] Doreen, vous avez encore acheté alors que ce compte est en situation

débitrice; le solde débiteur est de 110 190 \$. Pas d'autres opérations jusqu'à ce que le débit soit effacé.

¶ 48 Le 4 février 2009, le Service du crédit (Kabita Shukor), dans un courriel à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Ahrens, intitulé « comptes en souffrance », disait :

[TRADUCTION] Prière de nous indiquer quelles mesures seront prises pour mettre en ordre les comptes suivants. Plus d'achats dans les comptes ci-dessous jusqu'à ce que le débit soit effacé.

et énumérait quelque 14 comptes, dont celui de S.P. affichant un solde débiteur supérieur à 94 000 \$, celui de T.P., affichant un solde débiteur supérieur à 92 000 \$; celui de P.S., affichant un solde débiteur supérieur à 99 000 \$; celui de S.N.P., affichant un solde débiteur supérieur à 94 000 \$, etc. (Pièce 4/37/961-2).

¶ 49 Le 19 février 2009, le Service du crédit (Kabita Shukor) a envoyé un courriel à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Ahrens, au sujet du compte de N.M. et disait :

[TRADUCTION] Doreen, le compte ci-dessus effectue des opérations avec un solde débiteur de 25 210 \$, ce qui contrevient aux Règles de l'OCRCVM. Ce compte sera soumis à des restrictions. (Pièce 4/34/941)

¶ 50 Dans un courriel ultérieur à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Ahrens le 19 février 2009, le Service du crédit (Kabita Shukor) renvoyait au compte de N.M. et disait :

[TRADUCTION] Doreen, N.M. figurait dans la liste que je vous ai envoyée le 4 février, encore rien de fait. Les deux comptes de N.M. seront soumis à des restrictions en raison de paiement en souffrance.

¶ 51 En outre, on trouve une série de courriels du Service du crédit à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Ahrens, au sujet des comptes en souffrance de M^{me} Lowe, du 29 janvier au 18 février 2009, comportant des sommes considérables en souffrance, dont cinq comptes dans lesquels le montant en souffrance allait de 86 000 \$ à 120 000 \$. Notamment M^{me} Lowe permettait à des clients d'acheter d'autres actions alors que le compte était déjà en situation débitrice, et dans quelques cas, le débit était supérieur à 100 000 \$. M^{me} Gerada n'a pas trouvé, et M. Ahrens n'a pas produit, de notes, documents ou vérifications de M. Ahrens commentant ou surveillant cette situation.

¶ 52 Au cours de la période des faits reprochés, M^{me} Lowe a permis des débits en souffrance persistants dans ses comptes de clients. M^{me} Gerada a découvert que les comptes de clients de M^{me} Lowe achetaient et vendaient les actions d'OSE et de GPI et accumulaient de gros soldes débiteurs vers le milieu du mois. Dans la plupart des cas, les soldes débiteurs étaient effacés à la fin du mois par la vente des titres, mais juste avant la fin du mois, le compte rachetait ensuite les mêmes titres, dont le règlement devait intervenir dans les premiers jours du mois suivant, ce qui entraînait de nouveaux soldes débiteurs considérables. (Voir les relevés, pièce 2/14, 2/16, 2/18 et 2/21). On en trouve un bon exemple dans le compte de R.B. pour la période allant du 1^{er} au 31 août 2008 (pièce 2/14/248-249).

¶ 53 M^{me} Gerada a aussi témoigné qu'il existait de gros débits persistants dans le compte de V.P. De juin 2008 à mars 2009, les soldes débiteurs résultant des opérations dans son compte n'étaient pas réglés dans les délais. De gros soldes débiteurs en souffrance s'accumulaient dans ce compte chaque mois. On n'a présenté aucune preuve montrant que ce schéma a fait l'objet de questions de M. Ahrens au début de 2009. Les soldes débiteurs de V.P. ont été éliminés un certain nombre de fois par le dépôt de traites bancaires et de chèques allant de 36 300 \$ à 94 000 \$. M^{me} Gerada a découvert que cinq traites bancaires de la Banque Toronto Dominion avaient été déposées dans le compte de V.P. du 30 juillet au 30 décembre 2008, dont les montants allaient de 36 300 \$ à 94 000 \$ et formaient un total de 295 100 \$. On n'a pas trouvé de notes ou de courriels de M. Ahrens commentant cette activité. M. Ahrens a indiqué en contre-interrogatoire qu'il ne voyait jamais les traites bancaires ou les dépôts entrants; ils étaient traités dans le secteur de la caisse-titres et ne lui étaient pas montrés dans ses fonctions de directeur de succursale.

¶ 54 Le personnel a fait valoir que les traites déposées dans les comptes de V.P. étaient particulièrement

suspectes, du fait qu'elles étaient émises par trois succursales différentes de la Banque Toronto Dominion. Le dépôt de nombreuses traites bancaires portant sur des sommes élevées pour le même client sur une courte période constituait probablement un signal d'alarme qui appelait de plus amples vérifications du Service du crédit. Toutefois, il n'y a pas de preuve que le directeur de succursale serait intervenu à ce stade et M. Ahrens a témoigné que le crédit était contrôlé à Toronto.

¶ 55 M^{me} Gerada a aussi noté que M. Ahrens avait accès aux rapports sur le crédit et sur les paiements en souffrance qui étaient accessibles sur le système en ligne de Recherche. Il avait la possibilité d'examiner ces documents s'il le voulait, mais il n'y a pas de preuve qu'il l'ait fait ou qu'il ait pris quelques mesures en réponse à ces problèmes.

LA CONCENTRATION

¶ 56 M^{me} Gerada a examiné les relevés mensuels de sept clients de M^{me} Lowe et a trouvé des problèmes de concentration dans GPI, OSE et SNL dans tous les comptes. M^{me} Gerada a décrit la « concentration » comme se produisant lorsqu'un compte avait des positions importantes sur un titre donné, particulièrement à la fin du mois. Du printemps 2008 à mars 2009, ces comptes détenaient d'autres titres, mais il s'agissait de très petites positions et, dans la plupart des cas, les opérations sur ceux-ci se faisaient à l'intérieur du mois. Par exemple, M^{me} Gerada a examiné le relevé de compte de R.B pour janvier 2009 : la valeur totale de toutes les positions provenait d'OSE, de GPI et de SNL. De l'avis de M^{me} Gerada, c'était une concentration élevée et elle a décrit des schémas similaires dans d'autres comptes de clients de M^{me} Lowe.

¶ 57 L'OCRCVM a fait valoir que la concentration et la négociation active d'OSE et de GPI dans ces comptes de clients, étant donné que ces positions excluaient presque tout autre titre, constituaient un signal d'alarme qui aurait dû frapper M. Ahrens dans la surveillance exercée à titre de directeur de succursale. Encore une fois, il n'y a pas de notes ou de courriels indiquant que M. Ahrens ait pris quelque mesure à l'égard de ce qui, selon la position de l'OCRCVM, constituait une concentration.

¶ 58 En réponse à ces points, M. Ahrens a contesté l'emploi du terme « concentration », du fait qu'il ne s'agissait pas de titres admissibles aux fins de marge, et, à son avis, il était raisonnable que le client qui était le président d'une société ait une quantité considérable de ces actions dans son compte et/ou dans le compte de son épouse. En d'autres termes, il ne voyait pas ces positions dans les comptes de ces clients comme un problème.

LE COURS ET LE VOLUME D'OSE ET DE GPI

¶ 59 M^{me} Gerada a aussi examiné avec soin le cours et le volume d'OSE et de GPI. Au départ, OSE et GPI étaient des titres très peu négociés. Les rapports TOQ (soit le rapport « *Trades, Orders, and Quotes* » produit par la Bourse de croissance TSX) sur OSE indiquent une activité de marché limitée chaque jour. Dans un courriel du 27 octobre 2008 de Christina March, agent de conformité principale chez Recherche, à M^{me} Lowe, transmis en copie à Andrew Dunlop, Susan Beaudet et M. DiGiovanni, M^{me} March disait :

[TRADUCTION] Bonjour Doreen,

Les opérations sur OSE/GPI/SNL dans les comptes mentionnés ci-dessous sont plutôt préoccupantes. Les réponses que vous avez données sont utiles, mais ne règlent pas complètement le problème. Il semble y avoir un petit groupe de clients, dont des initiés et des personnes qui sont « reliées » aux initiés, **qui effectuent des opérations sur ces titres très peu négociés, entre eux, sans qu'il en résulte un gain économique, ou avec un gain économique très minime.** Puisque ce genre de schéma est suspect aux yeux des autorités de réglementation, nous vous recommandons de vous défaire de ces comptes et de faire cesser les opérations dans ces comptes par ces personnes...

Il est aussi important qu'en tant que conseillère en placement et que personne inscrite, vous vous rappeliez que, même si vous recevez des ordres « non sollicités », **vous avez toujours une obligation de « protection du public », qui fait que vous avez la responsabilité de savoir et de comprendre pourquoi vos clients effectuent des opérations sur ces titres et dans quels buts** (autres que de faire de l'argent, comme on

s'entend généralement sur le fait que l'on investit sur le marché pour faire un profit). **Si vous choisissez de conserver ces comptes, je vous prie de veiller à vous acquitter de votre obligation de protection du public et à noter les aspects de ces conversations avec vos clients de sorte qu'on puisse s'y reporter par la suite, au besoin.** Si vous avez des questions maintenant, ou à tout autre moment, n'hésitez pas à communiquer avec le Service de la conformité pour obtenir des directives... *(non souligné dans l'original)* (Pièce 4/33/863)

¶ 60 Dans le cadre de son témoignage, M^{me} Gerada a présenté des sorties sur imprimante de données de Bloomberg sur GPI et OSE, ainsi qu'un tableau qu'elle a établi pour chaque titre, à partir des données de Bloomberg, résumant la fourchette de cours mensuelle, le cours à la fin du mois et le volume d'opérations de tout le marché sur ces deux titres pour la période allant de juin 2007 à avril 2009 (pièce 1/12). Le tableau sur OSE montre que le volume d'opérations était nettement plus élevé en 2008 et dans les premiers mois de 2009 qu'en 2007. Au cours des six derniers mois de 2007, le volume des opérations a varié de 5 000 à 79 000 actions par mois, alors qu'au cours de la période des faits reprochés dans la présente affaire (de décembre 2008 à mars 2009), le volume d'opérations a varié de 1,4 million à près de 4 millions d'actions par mois (pièce 1/12/192).

¶ 61 Ces tableaux montrent aussi que le cours de l'action d'OSE en 2008 était nettement plus élevé qu'en 2007. Les actions d'OSE se sont négociées entre 0,15 \$ et 0,45 \$ de juin à novembre 2007 et ont augmenté à 0,95 \$ à la fin de 2007. Le cours a été maintenu autour de 2,00 \$ pendant la plus grande partie de 2008. Il a commencé à baisser vers la fin de 2008 et a baissé à moins de 0,10 \$ à la fin de mars, lorsqu'on a imposé des restrictions à M^{me} Lowe l'empêchant d'accepter tout ordre autre qu'un ordre de liquidation sur ces titres (pièce 1/12/192).

¶ 62 Le tableau sur GPI montre que le cours de GPI était nettement plus élevé au cours de la période allant de février à septembre 2008, atteignant un haut de 1,54 \$ en avril, par rapport aux six mois précédents. Le volume d'opérations en 2008 et au début de 2009 était plus élevé que l'année précédente. Le cours de GPI a baissé après septembre 2008 jusqu'à un cours de clôture en fin de mois de 0,08 \$ en mars 2009 (pièce 1/12/188).

¶ 63 Dans le cadre de son enquête, M^{me} Gerada a examiné les relevés de compte des clients de M^{me} Lowe et elle a trouvé qu'au cours de la période des faits reprochés, les comptes achetaient et vendaient activement OSE et GPI. Le Service de la conformité de Recherche a observé, à deux reprises au moins en 2007, que les activités de négociation de certains clients de M^{me} Lowe représentaient une part importante, ou la totalité, du volume d'opérations sur ces deux titres à ces dates (pièces 4/33/795 et 817).

LES ÉVÉNEMENTS MENANT À LA RESTRICTION IMPOSÉE À M^{me} LOWE

¶ 64 En septembre et octobre 2008, M. Ahrens ne travaillait pas chez Recherche et Andrew Dunlop était le directeur de succursale intérimaire au bureau de Vancouver. Le 21 septembre 2008, Susan Beaudet, directrice de la succursale de Calgary, qui effectuait l'examen quotidien de Vancouver, a posé des questions à M^{me} Lowe au sujet des achats pour les comptes de société de R.B. et R.L. M^{me} Beaudet a dit :

[TRADUCTION] Bonjour Doreen,

J'ai noté, en examinant le relevé, que vous aviez plusieurs achats non sollicités pour R.B. et BC 08.....2 Ltd.

Pourriez-vous me décrire les circonstances de ces opérations et m'indiquer si ces comptes sont reliés ou apparentés de quelque façon. (Pièce 4/33/825)

Puis, le 15 octobre 2008, M^{me} Beaudet a demandé à M^{me} Lowe :

[TRADUCTION] En examinant le relevé, je trouve un certain nombre d'ordres d'achat et de vente sur OSE Corp, sollicités et non sollicités.

Pourriez-vous les examiner et me confirmer que tous ces ordres sont désignés correctement. (Pièce 4/33/827)

Les opérations en question concernaient T.P. et S.N.P.

¶ 65 Dans un courriel daté du 20 octobre 2008, M^{me} March, agente de conformité principale chez Recherche, s'est informée auprès de M. Dunlop des opérations sur les trois émetteurs et elle a transmis le courriel en copie à M^{me} Beaudet et à Mark Censale, chef de la conformité chez Recherche. M^{me} March disait que toutes les opérations étaient non sollicitées et effectuées par quelques rares clients de M^{me} Lowe, et qu'aucun autre compte chez le courtier ne détenait ces titres (OSE, GPI, SNL) ou n'effectuait d'opérations sur ceux-ci. Elle poursuivait :

[TRADUCTION] Quand on examine de façon plus approfondie les opérations effectuées dans ces comptes, comme vous et Susan l'avez signalé, ça n'a pas de sens, les opérations sont effectuées pour un petit profit ou sans profit du tout. (Pièce 4/33/836)

¶ 66 En outre, M^{me} March avait établi le rapport entre T.P., S.P., le frère de T.P et d'autres initiés et administrateurs des trois sociétés, dont R.L. et S.P. M^{me} March indiquait 12 comptes qui achetaient et vendaient ces titres depuis juin 2008. (Pièce 4/33/836).

¶ 67 Le lendemain (le 21 octobre), M^{me} March a transmis un long courriel à M. Dunlop, M^{me} Beaudet et M. Censale faisant ressortir le fait qu'OSE, GPI et SNL avaient toutes un certain nombre de dirigeants et d'administrateurs communs et que :

[TRADUCTION] L'analyse des opérations du mois semble indiquer que ces trois titres sont négociés seulement par un petit groupe de personnes qui sont reliées de quelque manière aux sociétés elles-mêmes et/ou aux initiés à l'égard de ces sociétés. (Pièce 4/33/847-850)

¶ 68 En réponse, M^{me} Lowe a tenté de donner par courriel une longue « explication »; M. Dunlop a transformé cette explication en une série de questions et de réponses, qu'il a fait circuler. Le 27 octobre 2008, un courriel de M^{me} March à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Dunlop, M^{me} Beaudet et M. DiGiovanni, disait :

[TRADUCTION] Les opérations sur OSE/GPI/SNL dans les comptes mentionnés ci-dessous sont plutôt préoccupantes. Les réponses que vous avez données sont utiles, mais ne règlent pas complètement le problème. Il semble y avoir un petit groupe de clients, dont des initiés et des personnes qui sont « reliées » aux initiés, qui effectuent des opérations sur ces titres très peu négociés, entre eux, sans qu'il en résulte un gain économique, ou avec un gain économique très minime... (Pièce 4/33/863)

¶ 69 Bien que M^{me} Lowe ait répondu à M^{me} March le jour même, deux jours plus tard, M^{me} Beaudet a soulevé des préoccupations auprès de M. Dunlop au sujet des opérations sur GPI et OSE, disant :

[TRADUCTION] Andrew,

Pouvez-vous examiner les opérations pour RDL sur Great Pacific Intl. Inc. et OSE le 28/10/2008 et peut-être parler à Doreen si vous estimez que vous devriez.

Je sais que nous en avons déjà parlé, mais ça continue de se reproduire.

(Pièce 4/33/872) (*non souligné dans l'original*)

¶ 70 M^{me} Gerada a examiné la déclaration d'Andrew Dunlop faite à l'OCRCVM le 10 juin 2010 (pièce 1/8), dans laquelle celui-ci disait qu'il avait parlé à M^{me} Lowe des préoccupations soulevées par lui-même, M^{me} Beaudet et le Service de la conformité. M. Dunlop a témoigné qu'il avait parlé à M^{me} Lowe avant de lui envoyer un courriel, pour vérifier auprès d'elle tout ce qui s'était passé auparavant et qu'il lui avait expliqué qu'il n'allait pas laisser continuer ces opérations. (Pièce 1/8/117). M. Dunlop a confirmé qu'un négociateur au bureau (A.W.) était aussi venu le voir et lui avait dit qu'il n'aimait pas les opérations de M^{me} Lowe. (Pièce 1/8/117). M. Dunlop a témoigné qu'il avait la responsabilité d'empêcher les opérations qu'il ne comprenait pas et que c'était la raison pour laquelle il avait pris des mesures pour stopper les opérations dans les comptes. (Pièce 1/8/118).

¶ 71 Le 30 octobre 2008, M. Dunlop a envoyé un courriel à M^{me} Lowe (transmis en copie à A.W., M^{me} March, M. Censale et M^{me} Beaudet), disant au sujet d'OSE/GPI/SNL :

[TRADUCTION] Comme nous en avons discuté, à compter de demain, le 31 octobre 2008,

Recherche Capital vous demandera de refuser tous les ordres d'achat d'OSE, GPI ou SNL.

Les clients qui ont déjà des actions ont la possibilité d'effectuer des ventes quand ils le veulent, mais nous refusons d'exécuter tout autre achat de ces titres. (Pièce 4/33/879)

M. Dunlop était alors vice-président à la négociation.

¶ 72 Le même jour, M^{me} Lowe s'est plainte par courriel au chef de la conformité de Recherche, M. Censale, et lui a demandé d'examiner la situation. Par courriel, le 3 novembre, M. Censale a répondu à M^{me} Lowe, lui disant qu'il avait parlé à M. Dunlop et que, si elle souhaitait en discuter avec M. Dunlop, comme elle l'avait indiqué la semaine précédente, elle devait l'appeler. M^{me} Lowe a dit à M. Censale qu'elle appellerait M. Dunlop. (Pièce 4/33/882). Il n'y a pas de preuve qu'elle l'ait fait.

M. AHRENS LÈVE LES RESTRICTIONS

¶ 73 Le 2 décembre 2008, M. Ahrens est revenu chez Recherche Capital comme directeur de succursale. Le 3 décembre 2008, M. DiGiovanni a envoyé un courriel à M. Ahrens au sujet d'OSE/GPI/SNL, pour l'information de celui-ci, auquel il a joint une copie du courriel de M. Dunlop du 30 octobre 2008 à M^{me} Lowe donnant à celle-ci l'instruction de refuser tous les ordres d'achat sur OSE, GPI ou SNL. On ne trouve pas de réponse écrite de M. Ahrens dans la preuve.

¶ 74 M. Ahrens, dans son témoignage, a dit qu'il savait que c'était important de prendre des notes et de copier les documents pour tenir un dossier papier et conserver une trace documentaire sur ces questions. Il a témoigné que, lorsqu'il traitait une situation qui le préoccupait avec un représentant inscrit, il le faisait par courriel parce ça lui permettait d'en conserver une trace. Il a témoigné :

[TRADUCTION] ... de sorte qu'une réponse par courriel me donne du temps parce qu'elle est là qui attend. Une conversation téléphonique ou une conversation verbale, je la consigne immédiatement pendant que la personne est là ou au téléphone, ou immédiatement après...

Et si vous vous rendez à son bureau?

Ça arrive. Mes vérifications, à ma connaissance, je les fais par courriel. Je privilégie le courriel. Il peut – il arrive que j'envoie un courriel et que cette personne m'appelle quand je passe dans le bureau pour avoir cette discussion. La discussion finie, du mieux que je peux, je retourne la consigner de sorte qu'il n'y ait pas – manifestement de sorte que ça soit cohérent, clair et concis. Quand c'est complexe, je demande à mes représentants de m'envoyer un courriel.

(Transcription du 28 avril 2010, pages 25 et 26)

¶ 75 On ne trouve pas de notes ou de courriels indiquant que M. Ahrens ait pris les mesures nécessaires pour examiner et bien comprendre pour quelle raison Andrew Dunlop avait imposé les restrictions à M^{me} Lowe. À notre avis, si M. Ahrens avait effectué des vérifications approfondies concernant les personnes et les circonstances liées à l'imposition des restrictions à M^{me} Lowe, il aurait pris des notes, fait des copies des courriels et tenu un dossier. On n'a pas produit de tels documents.

¶ 76 L'après-midi du 4 décembre 2008 (15 h 29, heure normale du Pacifique), M. Ahrens a envoyé un courriel à M. Censale, M^{me} March et M. DiGiovanni, et transmis une copie à M^{me} Lowe, sur l'objet [TRADUCTION] « OSE/GPI/SNL – Doreen Lowe ». M. Ahrens disait :

[TRADUCTION] Après avoir parlé à Doreen et à vous-même, Mark, et après des investigations concernant ces clients/comptes/titres, j'ai décidé de permettre les opérations sur ces titres à nouveau par Doreen et ses clients. Doreen est consciente de la surveillance étroite exercée sur ces positions et ces clients et a convenu qu'il fallait un contrôle diligent dans cette situation. **Cela comprend, notamment, la prise de notes concernant les conversations avec les clients et la prise d'ordres, l'impression des**

articles provenant des sociétés, ne pas laisser un client ou un groupe de clients faire une part importante du volume, manœuvrer le marché est exclu et aucun ordre dans la dernière demi-heure de la séance pour réduire au minimum le potentiel de clôtures à la hausse.

Je pense que nous convenons tous que ces mesures sont prudentes dans la situation, et Doreen est tout à fait consciente de son rôle de protection du public dans la situation. Cela devrait permettre de limiter les problèmes potentiels de conformité et de risque dans la situation. (Pièce 4/33/887) (*non souligné dans l'original*)

¶ 77 M^{me} Gerada a témoigné que, dans le cadre de son enquête, elle a demandé toutes les traces de surveillance à la succursale de Vancouver au cours de la période allant de décembre 2008 à mars 2009 (la période des faits reprochés). Elle a témoigné qu'il n'y avait pas de notes au sujet des conversations de M^{me} Lowe avec les clients au cours de la période des faits reprochés. On ne lui a fourni aucune copie d'articles qui auraient été imprimés par M^{me} Lowe au cours de la période des faits reprochés; toutefois, elle a observé des opérations portant sur de gros volumes effectuées par un groupe de clients de M^{me} Lowe au cours de la période des faits reprochés et elle a observé des ordres saisis au cours de la dernière demi-heure de la séance. Elle n'a pas vu de courriels, de notes, de notes de service ou d'autres documents écrits indiquant que M. Ahrens ait posé des questions à M^{me} Lowe au sujet des problèmes exposés dans son courriel du 4 décembre, si ce n'est une brève demande de renseignements notée en janvier 2009.

¶ 78 M. Ahrens a reconnu, dans son entrevue sous serment (du 28 avril 2010), que M^{me} Lowe ne lui avait pas fourni de notes concernant ses conversations avec les clients, ou la prise d'ordres, ou de copies d'articles, après sa directive du 4 décembre 2008 (pièce 1/6/40-41). Dans son entrevue sous serment du 21 juin 2011, au sujet des notes de M^{me} Lowe sur les conversations avec ses clients, il a dit qu'il n'avait rien reçu sous forme physique qu'il se souviendrait d'avoir classé. Il ne se rappelait pas lui avoir demandé si elle prenait des notes et il ne pouvait se rappeler si elle avait imprimé des articles (pièce 1/7/95-96).

¶ 79 De plus, M^{me} Gerada n'a trouvé aucune demande écrite faite par M. Ahrens à M^{me} Lowe au sujet de la production de notes ou d'articles. En outre, il n'y avait aucune preuve que M. Ahrens ait pris des notes au sujet de discussions avec M. Censale, M. DiGiovanni ou M^{me} March au cours de cette période (pièce 1/6/41).

¶ 80 M^{me} Gerada a obtenu les rapports TOQ de la Bourse de croissance TSX sur OSE. Ces rapports font état des opérations, des ordres et des cotations pour tous les membres. L'heure indiquée est l'heure de Toronto. Recherche Capital est désignée par le numéro d'organisation 83 dans les rapports TOQ.

¶ 81 Après avoir examiné les rapports TOQ (pièce 6), M^{me} Gerada a témoigné que quatre ordres avaient été saisis pour des clients de M^{me} Lowe au cours de la dernière demi-heure de la séance, à l'encontre de la directive de M. Ahrens :

- (a) le 4 décembre 2008, à 15 h 59, un ordre de vente de 7 100 actions d'OSE à 1,51 \$ pour T.P.;
- (b) le 27 janvier 2009, à 15 h 31, un ordre d'achat et un ordre de vente de 9 000 actions d'OSE à 1,30 \$ ont été saisis pour P.S. et Confederation Capital, des clients de M^{me} Lowe;
- (c) le 5 février 2009, à 15 h 37, un ordre d'achat de 25 000 actions d'OSE à 1,35 \$ a été saisi pour le client de M^{me} Lowe T.P.

M^{me} Gerada a témoigné que deux des ordres étaient des ordres valables jour et ont été exécutés immédiatement après leur saisie. M. Ahrens n'a pas contesté que ces opérations ont eu lieu.

¶ 82 En contre-interrogatoire, M. Ahrens a témoigné qu'il avait discuté avec M^{me} Lowe des restrictions qu'il lui avait imposées avant de lui envoyer son courriel et qu'elle ne s'était pas plainte. Toutefois, comme nous l'avons noté, il n'a pas produit de notes, ou de preuve documentaire quelconque au sujet de discussions avec M^{me} Lowe, ou avec M. Censale, M^{me} March ou M. DiGiovanni.

¶ 83 En ce qui concerne janvier 2009, à la suite de son enquête, M^{me} Gerada a noté que, le 21 janvier 2009, M. DiGiovanni avait demandé à M. Ahrens, par courriel, des renseignements au sujet d'une application entre

F.L. et R.P. sur GPI. M. DiGiovanni notait que l'achat était sollicité et donnait une instruction à M. Ahrens : [TRADUCTION] « Veuillez déterminer le fondement de cette sollicitation puisque la dernière opération du client (en novembre) était une vente ». M. Ahrens a répondu par courriel le jour même et a fourni une explication qu'il semble avoir reçue de M^{me} Lowe.

¶ 84 M. DiGiovanni a envoyé un autre courriel à M. Ahrens le 11 mars 2009 au sujet des achats et des ventes d'OSE par les clients de M^{me} Lowe V.P., T.P. et R.B. M. DiGiovanni disait :

[TRADUCTION] Justin, je sais que ce problème s'est déjà posé, mais je voulais vous faire savoir que les clients de Doreen ont fait beaucoup d'achats et de ventes d'OSE hier parce que ça me paraît toujours inhabituel. (Pièce 4/39/1003)

Il énumérait ensuite cinq opérations effectuées par V.P., une par T.P. et cinq par R.B. Les opérations portaient sur un volume considérable : 512 500 actions.

¶ 85 Le vendredi 13 mars 2009, M. Censale, chef de la conformité, a envoyé un long courriel à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Ahrens, à M. DiGiovanni et à deux personnes du Service du crédit. Le courriel de M. Censale avait comme objet les comptes de T.P. et disait : [TRADUCTION] « À LIRE IMPÉRATIVEMENT – Besoin d'une réponse à ma question aujourd'hui ». (Pièce 5/1-2)

¶ 86 Le courriel de M. Censale indiquait qu'il avait une importance « Élevée ».

[TRADUCTION] Doreen,

J'ai été mis au courant de quelques problèmes qui appellent une solution et une réponse immédiates. Je vous prie d'excuser la nature directe du présent courriel, mais les problèmes indiqués ci-dessous et les risques encourus à mon avis pour la société et pour ses surveillants sont graves, pour le moins.

Avant le 12 mars 2009, notre Service du crédit avait communiqué avec vous pour vous indiquer qu'il y avait un problème à régler, un débit d'environ 100 000 \$ dans le compte (de T.P.) ... Vous trouverez ci-dessous la séquence des événements à compter du moment où vous avez eu connaissance de l'appel de marge : ...

M. Censale exposait ensuite une séquence très détaillée d'événements après que M^{me} Lowe a eu connaissance de l'appel de marge, dans laquelle T.P. demandait le transfert de 400 000 actions d'OSE au compte de sa femme, à titre de « don », ce qui effacerait le débit dans le compte.

¶ 87 Dans son courriel du 13 mars, M. Censale signalait que, le même jour, M^{me} Lowe avait permis un achat de 100 000 actions d'OSE à 0,61 \$, ce qui avait entraîné une nouvelle insuffisance de marge dans le compte. M. Censale signalait ensuite que, bien que S.N.P. ait reçu les 400 000 actions d'OSE provenant du compte de son mari, elle avait ensuite fait l'achat de 200 000 actions additionnelles d'OSE à 0,61 \$, ce qui a fait passer son compte en position débitrice. Il a ensuite noté que la société de R.L. (il est administrateur d'OSE) avait vendu 200 000 actions d'OSE à 0,61 \$, soit le même montant que l'achat de SNP, et cela était intéressant parce qu'ils savaient que les trois personnes se connaissaient l'une l'autre très bien. M. Censale posait ensuite une série de cinq questions à M^{me} Lowe pour lesquelles il voulait une réponse le jour même. Les questions étaient du genre : pourquoi M^{me} Lowe avait-elle sciemment mis le compte de S.N.P. à nouveau en position débitrice alors qu'elle savait qu'un appel de marge avait déjà été fait à l'égard de ce compte? (Pièce 5/1-2)

¶ 88 Dans son courriel de réponse, M^{me} Lowe donnait une longue explication à M. Censale (pièce 5/3-4) et il lui a alors demandé d'autres renseignements (pièce 5/4-5). Tous ces courriels ont été transmis en copie à M. Ahrens.

¶ 89 Dans son courriel du 13 mars 2009, transmis en copie à M. Ahrens, M. Censale disait à M^{me} Lowe :

[TRADUCTION] ... toutefois, les opérations récentes sont certes suspectes et sont un modèle des signaux d'alarme que toutes les autorités nous demandent de rechercher (dans ce cas-ci, nombre limité de comptes liés l'un à l'autre, qui achètent et vendent le même titre; et qui ont une relation avec un troisième titulaire de compte apparemment non relié

par l'entremise d'une société à numéro qui est un initié à l'égard des titres (tous); où l'initié/administrateur a fourni des renseignements problématiques en ce qui concerne son adresse professionnelle (un hôtel de Toronto), son numéro de téléphone au travail (un agent de voyages de Colombie-Britannique et XMC – qui est une société de relations avec les investisseurs avec laquelle il a des liens); au moyen de quoi ces trois comptes semblent se passer les actions les uns aux autres parfois, étant sur les deux côtés du marché avec le même nombre d'actions, etc., etc.). Étant donné que j'ai une réunion lundi pour discuter plus avant de ces comptes. D'ici là... il faut que nous traitions les questions ci-dessus. Prière de me tenir informé. Merci. (Pièce 5/4)

¶ 90 Plus tard, le 13 mars, M. Censale a envoyé un courriel à M. Ahrens au sujet des comptes de T.P., disant :

[TRADUCTION] Pouvons-nous limiter les opérations dans ce compte aux opérations de liquidation seulement? Seulement si vous êtes d'accord et seulement jusqu'à la fin de la journée lundi, vu que je ne sais pas encore trop à quoi m'en tenir et qu'elle ne m'a pas vraiment répondu... Faites-moi savoir. (Pièce 5/6)

¶ 91 Nous avons en preuve des courriels du Service du crédit à Doreen Lowe, transmis en copie à M. Ahrens, au sujet des comptes en souffrance de Doreen, qui portaient sur des montants très substantiels, concernant T.P., Confederation, P.S., etc. Au moyen d'un courriel daté du 17 mars 2009, M. Ahrens informait le Service du crédit que les comptes de M^{me} Lowe avaient été restreints aux seules ventes « selon les instructions de Mark Censale et de moi-même ». (Pièce 8/4) Le 23 mars 2009, le Service du crédit a envoyé un courriel à M^{me} Lowe, transmis en copie à M. Ahrens, imposant des restrictions aux opérations de M^{me} Lowe sur OSE et GPI. M^{me} Lowe recevait l'instruction de commencer à liquider les comptes de T.P., S.N.P. et R.B. (Pièce 8/9)

¶ 92 M. Ahrens, dans son entrevue avec l'OCRCVM du 28 avril 2010 (pièce 1/6), a reconnu que le Manuel de politiques et procédures de Recherche contenait une section traitant des responsabilités du directeur de succursale à l'égard de la surveillance. Il a reconnu qu'il était responsable de la surveillance quotidienne et qu'il n'avait pas délégué cette responsabilité. De plus, il disait que lorsqu'il avait une préoccupation qu'il souhaitait discuter avec un représentant inscrit, il avait pour pratique de le faire par courriel de façon à pouvoir conserver une trace de ses questions/demandes/préoccupations, mais qu'il pouvait recevoir une réponse verbalement, par téléphone ou par courriel. Dans le cas d'une réponse par téléphone ou verbale, il la consignait immédiatement dans le journal quotidien (un chiffrier Excel). Il a dit qu'il préférerait faire ses demandes de renseignements par courriel, mais que, dans le cas où il y avait une discussion verbale à la suite d'un courriel, il revenait à son bureau et la consignait, [TRADUCTION] « ... de sorte que ça soit cohérent, clair et concis » (pièce 1/6/26). Il a confirmé qu'il avait pour pratique d'inscrire une note ou une explication dans le relevé physique et qu'il employait une encre rouge. (Pièce 1/6/26).

¶ 93 À l'égard des clients de M^{me} Lowe, M. Ahrens ne se rappelait pas à quel moment il était devenu au courant des problèmes de crédit. D'une manière qui en dit long, il ne se rappelait pas avoir jamais eu de problème au sujet des opérations du groupe de clients de M^{me} Lowe sur GPI, OSE ou SNL. (Pièce 1/6/32). S'il n'avait pas de problèmes au sujet des opérations de M^{me} Lowe, il n'était pas nécessaire à ses yeux, peut-on penser, de la surveiller activement en effectuant d'autres vérifications.

¶ 94 Dans l'entrevue avec l'OCRCVM du 28 avril 2010, on a demandé des renseignements à M. Ahrens au sujet des restrictions qu'il avait imposées à M^{me} Lowe. Il a dit que M^{me} Lowe, dès la réception, était venue à son bureau et qu'il l'avait accompagnée à son bureau à elle pour discuter du courriel. Il a confirmé qu'il n'avait pris aucune note au sujet de cette discussion.

¶ 95 On a demandé expressément à M. Ahrens s'il y avait des rapports entre les clients de M^{me} Lowe et il a répondu qu'à sa connaissance, il n'y en avait pas. On lui a encore demandé si des clients de M^{me} Lowe étaient reliés, s'ils avaient fait l'objet d'une indication de clients, ou s'il avait effectué des vérifications à ce sujet, et il a répondu par la négative. (Pièce 1/6/51).

¶ 96 Dans la poursuite de l'entrevue avec l'OCRCVM, le 21 juin 2011, on a rappelé à M. Ahrens son courriel du 4 décembre 2008, et en particulier sa mention « après des enquêtes concernant ces clients/comptes/titres... ».

On lui a demandé quel était le résultat de son enquête en ce qui concernait ces clients : M. Ahrens a dit qu'il ne se le rappelait pas. On lui a encore demandé expressément s'il se rappelait ce qu'il avait appris au sujet des clients T.P., S.N.P., S.P., V.P., R.B. et P.S.; encore une fois, il a dit qu'il ne se rappelait pas. (Pièce 1/7/92-93).

¶ 97 Dans cette entrevue, on a aussi demandé à M. Ahrens, à propos des émetteurs, soit OSE, GPI et SNL, ce que son enquête avait révélé; encore une fois, il a dit qu'il ne se rappelait pas. Il ne se rappelait pas non plus avoir examiné les comptes des personnes susmentionnées (au paragraphe 96) (pièce 1/7/92-93); toutefois, il a ensuite précisé, après d'autres questions, que, [TRADUCTION] « sur le fondement de ce courriel, je dirais, oui, j'ai examiné les comptes », mais qu'il ne se rappelait pas avoir tiré une conclusion. (Pièce 1/7/93).

¶ 98 Dans la poursuite de son entrevue, le 21 juin 2011, on a demandé à M. Ahrens, à propos de son courriel à M^{me} Lowe dans lequel il imposait les restrictions, s'il avait vérifié si M^{me} Lowe saisissait des ordres dans la dernière demi-heure à compter du 4 décembre 2008 jusqu'au moment où les restrictions ont été imposées sur ses opérations en mars 2009. M. Ahrens ne se rappelait pas et ne pouvait pas dire s'il avait vérifié les opérations de M^{me} Lowe. (Pièce 1/7/99). On ne trouve pas de notes ou de documents dans la preuve confirmant qu'il aurait vérifié.

¶ 99 Au cours du contre-interrogatoire de M^{me} Gerada, M. Ahrens lui a demandé si elle pouvait définir le terme « clôture à la hausse » et elle a répondu qu'elle n'en était pas sûre. Toutefois, elle a dit qu'elle était au courant d'une définition de la « clôture à la hausse » ayant cours dans l'ensemble du secteur, mais elle ne pouvait l'expliquer parce qu'elle n'avait pas travaillé dans ce domaine. De même, à propos de la règle de la négociation à un cours supérieur, elle a dit qu'elle connaissait cette règle partiellement (transcription du 18 septembre 2013, pages 129 et 130).

¶ 100 Dans le contre-interrogatoire de M^{me} Gerada, M. Ahrens lui a demandé si l'heure d'exécution d'une opération s'imprime sur le relevé quotidien (aussi appelé relevés de commissions), en renvoyant à la pièce 6/4/22 comme exemple, et elle a répondu par la négative. Il l'a aussi interrogée au sujet du courriel portant comme date d'expédition [TRADUCTION] « Jeudi 4 déc. 2008 18:29 HE », (pièce 4/33/887), ce qui correspond à 15:29 heure du Pacifique, et M^{me} Gerada a confirmé que ça serait donc après la séance. Après avoir passé en revue le rapport TOQ avec M^{me} Gerada, M. Ahrens a renvoyé à l'opération du 4 décembre dont elle fait mention dans son analyse (pièce 6/4, ligne 132) et M^{me} Gerada a convenu que cette opération s'était faite avant l'envoi du courriel du 4 décembre.

¶ 101 Dans son entrevue de juin 2011, M. Ahrens a indiqué qu'il veillait à ce que le pupitre de négociation l'appelle chaque fois qu'il se produisait quelque chose d'inhabituel au cours de la dernière heure, mais qu'il ne pouvait se rappeler et ne savait pas si c'était quelque chose qu'il avait vérifié après le 4 décembre 2008 (pièce 1/7/98 et 99). Dans son entrevue d'avril 2010, M. Ahrens décrit aussi la surveillance des opérations et ce qu'il recherche comme se ramenant à la question de savoir s'il y a ou non un mouvement du cours et si les clients font suffisamment d'opérations pour provoquer un mouvement du cours (pièce 1/7/45) et il dit que sa préoccupation précise dans le cas des titres (déjà mentionnés comme OSE, GPI ou SNL) était le mouvement du cours (pièce 1/41/ligne 24). Nous en déduisons qu'une opération dans le contexte du cours actuel du marché (c'est-à-dire une opération réalisée sans provoquer un mouvement du cours) ne le préoccuperait pas de façon générale.

¶ 102 Dans l'entrevue, M. Ahrens a reconnu qu'il n'avait gardé aucune sorte de dossier au sujet des questions de conformité. (Pièce 1/7/100).

¶ 103 Dans l'entrevue du 21 juin 2011, on a demandé à M. Ahrens d'indiquer pour quelles raisons il avait levé les restrictions imposées par M. Dunlop sur les opérations de M^{me} Lowe. M. Ahrens n'est arrivé à se rappeler aucun détail. (Pièce 1/7/95). Il a dit que Mark Censale, le chef de la conformité, a convenu avec lui qu'ils ne comprenaient pas vraiment pourquoi les restrictions avaient été imposées pour commencer et il était d'avis que M. Censale ne voyait pas de problèmes dans les opérations des clients de M^{me} Lowe. (Pièce 1/7/95). Il n'a pas produit de notes ou de documents pour confirmer cette communication.

¶ 104 Dans l'entrevue du 21 juin 2011, on a demandé à M. Ahrens, à propos de l'instruction qu'il avait donnée à M^{me} Lowe de prendre des notes concernant les conversations avec les clients, s'il avait effectué un suivi. Il a

reconnu qu'il ne se rappelait pas avoir reçu de notes et qu'il ne s'était pas souvenu par la suite de lui poser des questions au sujet de la prise de notes. De plus, s'il reconnaissait que M^{me} Lowe devait imprimer des articles, il ne se rappelait pas si elle l'avait jamais fait. (Pièce 1/7/96).

¶ 105 M. Ahrens a dit dans son entrevue d'avril 2010 qu'il estimait que M^{me} Lowe avait satisfait à toutes les exigences énumérées dans le courriel du 4 décembre 2008 (pièce 1/6, p.54, ligne 20).

¶ 106 Il ressort clairement de la preuve présentée que M. Ahrens a fait seulement deux annotations dans le rapport Excel au cours de la période des faits reprochés (qui couvrait à la fois les examens quotidiens et les examens mensuels) concernant des vérifications de surveillance à l'égard de M^{me} Lowe. L'une portait sur le 29 décembre 2008 (pièce 4/43/1037); l'autre sur le 21 janvier 2009 (pièce 4/44/1039). Ni l'une ni l'autre de ces annotations ne se rapporte au groupe de clients qui étaient particulièrement actifs sur ces trois émetteurs, mais l'annotation du 21 janvier 2009 se rapporte à un client différent et à l'émetteur GPI. À part ces deux annotations, M. Ahrens inscrivait (avec son paraphe JA) [TRADUCTION] « rien à signaler » concernant les comptes de M^{me} Lowe dans la période allant de décembre 2008 à mars 2009 (pièce 4/43/1031).

¶ 107 Sur ce point, M^{me} Gerada a témoigné qu'en juillet 2008, au moment où M. Ahrens était responsable de la surveillance sur une base quotidienne, les comptes de M^{me} Lowe étaient très actifs dans les opérations sur GPI, OSE et SNL et, la plupart du temps, il n'y a pas d'annotation au sujet de M^{me} Lowe, ou on trouve la mention [TRADUCTION] « rien à signaler ». (Pièce 4/43/1031).

¶ 108 De plus, M. Ahrens n'a pas envoyé à M^{me} Lowe de demande écrite de renseignements au sujet de ses opérations en décembre 2008 ou janvier 2009. Il y a eu une demande écrite en janvier 2009 en réponse à la demande de M. DiGiovanni au sujet des opérations sur GPI. (Pièces 4/39/1002 et 4/44/1039).

¶ 109 En outre, s'agissant de l'exigence d'un examen mensuel des comptes comportant des commissions supérieures à 1 500 \$ au cours du mois, M^{me} Gerada a témoigné qu'en janvier 2009, il y avait trois clients de M^{me} Lowe qui devaient faire l'objet de cet examen mensuel en raison du niveau des commissions générées, dont le compte de V.P. (Pièce 2/18/446). L'examen mensuel de janvier 2009 est consigné dans le journal Excel avec la mention [TRADUCTION] « rien à signaler » (pièce 4/44/1038), suivie du paraphe JA.

L'analyse

¶ 110 Sur le fondement de la preuve présentée dans la présente affaire, il est clair que le rôle du directeur de succursale est bien défini dans les Règles. Il est clairement défini à l'article 2 de la Règle 1300 et dans la Règle 2500, en ce qui concerne la responsabilité du directeur de succursale à l'égard des examens quotidiens et des examens mensuels.

¶ 111 Comme l'a dit la formation dans l'affaire *Re Floyd et McDonald*⁶, les examens quotidien et mensuel doivent essayer de détecter, notamment, les opérations ne convenant pas à un client, la concentration excessive de titres, le nombre excessif d'opérations, les stratégies de négociation inadéquates ou à risque élevé et la détérioration de la qualité du portefeuille d'un client. En outre, le directeur de succursale doit également se tenir informé quant à d'autres questions se rapportant aux clients telles que les plaintes, les ventes à découvert non déclarées et les opérations avec couverture insuffisante. M. Ahrens était tenu informé au sujet des clients de M^{me} Lowe et de leur position débitrice par le Service du crédit et il y avait de fréquents débits.

¶ 112 La formation a pu examiner le témoignage principal de M. Ahrens et son témoignage en contre-interrogatoire. À notre avis, il n'était pas un témoin crédible. Comme on peut le voir, la plupart du temps, il n'avait pas de souvenir des événements importants. M. Ahrens cherchait à rejeter la responsabilité de son défaut de surveillance adéquate en alléguant que les schémas d'opérations de M^{me} Lowe étaient difficiles à reconnaître; malgré le fait qu'il était le directeur de succursale et responsable de la surveillance, il a dit qu'il revenait au Service de la conformité de détecter les opérations incorrectes et de s'en occuper. M. Ahrens a allégué qu'il ne recevait pas suffisamment d'information, du Service de la conformité ou du Service du crédit, pour se former un jugement éclairé. De plus, il a allégué que le régime de conformité chez Recherche était

⁶ *Re Floyd et McDonald*, 2013 OCRCVM 04.

inadéquat et déficient, et qu'ainsi il ne recevait pas le soutien voulu. Il a signalé de nombreuses autres personnes chez le courtier, qui, disait-il, étaient à un échelon hiérarchique plus élevé que lui ou qui travaillaient dans d'autres secteurs, qui ne sont pas non plus parvenus, dans leurs rôles, à prévenir le problème des opérations et des débits de M^{me} Lowe au cours de la période des faits reprochés. À notre avis, il ressort du témoignage de M. Ahrens qu'il semble avoir une mémoire sélective. En fait, il a dit qu'il ne se rappelait pas avoir vu un problème dans les opérations de ce groupe particulier de clients de M^{me} Lowe, en particulier dans les opérations sur GPI, OSE et SNL. À notre avis, ce témoignage particulier en dit long sur les actions de surveillance, ou l'absence d'actions de surveillance, de M. Ahrens, au cours de la période des faits reprochés.

¶ 113 Après avoir considéré l'ensemble de la preuve reçue dans la présente affaire, nous sommes d'avis que M. Ahrens n'a pas pris les mesures de surveillance adéquates, sur une base quotidienne ou sur une base mensuelle, qui étaient raisonnablement nécessaires à la lumière des nombreux signaux d'alarme et des renseignements importants provenant du Service de la conformité et d'autres personnes, y compris du Service du crédit, qui lui étaient fournis ou se trouvaient à sa disposition dans ses fonctions de directeur de succursale.

¶ 114 Nous savons, d'après la preuve, qu'au 3 décembre 2008, M. Ahrens était au courant des éléments suivants :

- (a) Il avait reçu le courriel de M. DiGiovanni du 30 octobre qui exposait les détails des restrictions imposées par M. Dunlop, décrivant ce qu'étaient les restrictions, nouvelles à ce moment-là;
- (b) On lui avait transmis en copie un nombre considérable de courriels du Service du crédit à M^{me} Lowe au cours de la période;
- (c) Le Service de la conformité lui avait demandé par courriel, à de nombreuses reprises, de poser des questions à M^{me} Lowe au sujet de certaines opérations sur ces titres et dans ces comptes;
- (d) Il savait que M^{me} Lowe avait fait l'objet d'une enquête dans le passé et qu'elle avait été soumise à des restrictions de surveillance (qu'il s'agisse de surveillance « étroite » ou « stricte »).

¶ 115 Nous savons aussi, à partir de la preuve, qu'au 3 décembre 2008, il savait ou aurait pu savoir les éléments suivants avec les divers outils et ressources à sa disposition, notamment :

- (a) les formulaires d'ouverture de compte disant qui avait indiqué le compte (de sorte qu'il aurait pu voir la relation d'indication de client entre certains comptes);
- (b) les formulaires d'ouverture de compte indiquant les autres courtiers membres chez lesquels le client a des comptes (de sorte que son attention aurait été attirée sur les opérations potentiellement incorrectes avec d'autres courtiers);
- (c) les relevés quotidiens des opérations (appelés aussi relevés de commissions) indiquant les autres courtiers membres où le client a des comptes;
- (d) les formulaires d'ouverture de compte indiquant les relations avec les sociétés émettrices en question à titre d'administrateur, de dirigeant, d'initié, etc., ou la relation par mariage ou autre lien de parenté ou par employeur;
- (e) les relevés quotidiens des opérations indiquant cette relation (comme administrateur/dirigeant/initié, ou comme autre lien de parenté si elle était dans la zone de commentaires du représentant inscrit);
- (f) les rapports sur le crédit et sur les paiements en souffrance, accessibles en tout temps par voie électronique;
- (g) l'historique et les renseignements approfondis (sur les questions ayant trait à ce groupe de clients et d'émetteurs) que détenaient le Service de la conformité ou d'autres surveillants (M^{me} March, M^{me} Beudet, M. Censale, etc.), particulièrement la recherche poussée que M^{me} March avait faite et fait circuler par son courriel du 20 octobre 2008 (pièce 4/33/836);
- (h) M. Dunlop, le directeur intérimaire à l'origine de la restriction d'octobre 2008, se trouvait

toujours au bureau de Vancouver;

- (i) la succursale disposait d'un pupitre de négociation, qui pouvait indiquer l'heure précise d'exécution des opérations, quel courtier était contrepartie, si les opérations présentaient un intérêt parce qu'elles intervenaient en fin de séance ou pour tout autre motif.

¶ 116 Nous savons également, à partir de la preuve, qu'au 3 décembre 2008, M. Ahrens n'était pas mêlé aux éléments suivants au moment où ils se produisaient, mais qu'il aurait pu les découvrir en se renseignant :

- (a) les traites bancaires provenant de la Banque TD (émises par trois succursales différentes) traitées dans la caisse-titres pour le règlement du compte de V.P. (pièce 2/19);
- (b) la sortie de chèques de règlement anticipé (notamment du compte de T.P. le 5 décembre 2008 (pièce 2/16/405), et du compte de société de RL à trois dates en février 2009 (pièce 3/21/535)).

¶ 117 La combinaison des connaissances existantes et des outils et ressources existants au 3 décembre 2008 était suffisante à notre avis au moins pour permettre à un directeur de succursale raisonnable de conclure :

- (a) de maintenir la restriction imposée par M. Dunlop;
- (b) si on levait cette restriction, d'employer d'autres méthodes de surveillance pour éviter que la levée de la restriction ne risque de causer un préjudice au courtier, aux clients ou au marché;
- (c) que ces méthodes de surveillance auraient pu raisonnablement comprendre un suivi pour s'assurer que M^{me} Lowe répondait pleinement aux attentes révisées. Le défaut d'y répondre complètement et promptement devrait entraîner le retour immédiat à la restriction imposée par M. Dunlop.

¶ 118 La présente affaire ne concerne pas ce que d'autres personnes ont fait ou n'ont pas fait dans l'exécution d'autres aspects de la surveillance; elle concerne M. Ahrens dans son rôle de directeur de succursale. Nous concluons que M. Ahrens, à titre de directeur de succursale, n'a pas exercé une surveillance adéquate sur une représentante inscrite particulière pendant une période précise de quatre mois. Nous ne formulons aucun commentaire sur l'adéquation de sa surveillance en général ou de la surveillance exercée par d'autres personnes au sein du courtier en général, à l'égard de tout autre représentant inscrit ou pendant une période se situant à l'extérieur de cette courte période et nous espérons qu'on interprétera notre décision comme ne traitant que des faits précis de l'espèce.

¶ 119 En résumé, après avoir considéré attentivement l'ensemble de la preuve présentée dans la présente affaire, ainsi que les observations de l'avocate de l'OCRCVM et de M. Ahrens, nous jugeons que la preuve qu'on nous a présentée établit, de façon claire et convaincante, suivant la prépondérance des probabilités, qu'au cours de la période allant de décembre 2008 à mars 2009, Robert Justin Ahrens, à titre de directeur de succursale, n'a pas exercé une surveillance adéquate sur la représentante inscrite Doreen Lowe, en contravention de l'article 2 de la Règle 1300 et de la Règle 2500 des courtiers membres de l'OCRCVM.

¶ 120 En temps voulu, la coordonnatrice des audiences pourra organiser avec les parties et la formation une audience sur les sanctions.

Fait à Vancouver (Colombie-Britannique), le 17 mars 2014.

Les présents motifs peuvent être signés sur des exemplaires différents.

M. Stephen D. Gill, président

M. Chris Lay

M^{me} L. Karen Henderson